

N° 12/CA du Répertoire

N° 99-92/CA du Greffe

Arrêt du 30 mars 2000

AFFAIRE : DAHOUNDO Edmond

C/

Préfet de l'Atlantique

REPUBLIQUE DU BENIN**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 03 juillet 1999 enregistrée au Greffe de la Cour le 13 juillet 1999 sous n° 626/GCS par laquelle Monsieur DAHOUNDO Edmond demeurant au lot 1773 FIDJROSSE-JACQUOT sollicite la rectification d'une erreur matérielle contenue aux dixième (10^{ème}) ligne du premier paragraphe de la page 1 ; vingt-troisième (23^{ème}) ligne du paragraphe 7 (Au fond 5^{ème} ligne) et vingt-sixième (26^{ème}) ligne du paragraphe 7 (article 1^{er}, ligne 6) de l'arrêt n° 46/CA du 17 juin 1999 relatif à l'affaire DAHOUNDO Edmond contre Préfet de l'Atlantique et un autre ;

Vu l'Ordonnance N° 21/PR du 26 avril 1966, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu l'arrêt n° 46/CA du 17 juin 1999 relatif à l'affaire DAHOUNDO Edmond contre Préfet de l'Atlantique et un autre ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1526 du 20 juillet 1999 ;

Oui le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Oui l'Avocat Général **Norbert KASSA** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi.

DE = greffier

RECEVU A COTONOU le 3/5/00

44

CASE 1611-2

RECEVU greffier

l'inspecteur de l'enregistrement



[Signature]
Mariama SOUSANOU

[Signature]

Notifié L/mo 0230 et 0225/GCS des 30/01/2002 et 01/02/2002
PG-CS L/mo 3077/GCS du 24/12/2001

EN LA FORME

Considérant l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 qui en son article 60 dispose: « En cas d'erreur matérielle, les décisions de la Cour Suprême sont rectifiées par la chambre qui les a rendues, sur simple requête de la partie la plus diligente ou du Procureur Général. » ;

Considérant qu'aucune autre procédure, forme et délai n'ont été prévus ni exigés par la loi ;

Qu'il y a lieu en conséquence de déclarer recevable en la forme la requête en date à Cotonou du 03 juillet 1999 par laquelle Monsieur DAHOUNDO Edmond demande la rectification d'erreurs contenues dans l'Arrêt du 17 juin 1999 relatif à l'affaire DAHOUNDO Edmond contre Préfet de l'Atlantique et un autre ;

AU FOND

Considérant que par l'Arrêt du 17 juin 1999, relatif à l'affaire sus-visée, la Chambre Administrative de la Cour Suprême a accordé le sursis à l'exécution des décisions contenues dans la Note n° 2/31/DEP-ATL/SG/SAD du 1^{er} juin 1995 ; l'Arrêté n° 2/281/DEP-ATL/SG/SAD du 15 juin 1995 et la lettre n° 2/1400/DEP-ATL/SG/SAD du 07 décembre 1998 par lesquelles le Préfet de l'Atlantique lui a retiré la parcelle « F » du lot 1770 et a ordonné son déguerpissement de ladite parcelle ;

Considérant qu'il s'agit au regard des différentes pièces versées au dossier de la parcelle « F » du lot 1770 et non du lot 1773 du lotissement FIDJROSSE-JACQUOT ;

Qu'il échet de conclure que la requête en rectification d'erreur matérielle du requérant est fondée et de rectifier conformément à l'article 60 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 la dixième (10^{ème}) ligne du premier paragraphe de la page 1 ; vingt-troisième (23^{ème}) ligne du paragraphe 7 (Au fond : 5^{ème} ligne) et vingt-sixième (26^{ème}) ligne du paragraphe 7 (Article 1^{er} : ligne 6) qui doivent se lire **lot 1770 au lieu de 1773**.

PAR CES MOTIFS

a

DE CIDE

Article 1^{er} : La requête du sieur DAHOUNDO Edmond en date à Cotonou du 03 juillet 1999 est recevable.

Article 2 : La dixième (10^{ème}) ligne du premier paragraphe de la page 1 ; vingt-troisième (23^{ème}) ligne du paragraphe 7 (Au fond : 5^{ème} ligne) de la page 2 et vingt-sixième (26^{ème}) ligne du paragraphe 7 (article 1^{er} : ligne 6) de la page 3 doivent se lire :

lot 1770 FIDJROSSE-JACQUOT
au lieu du **lot 1773 FIDJROSSE-JACQUOT**.

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du Trésor Public.

Article 4 : Notification du présent Arrêt rectificatif sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Grégoire ALAYE }

et {

Joachim AKPAKA }

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi trente mars deux mille, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de Monsieur :

René Louis KEKE,

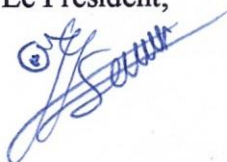
MINISTERE PUBLIC ;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**,

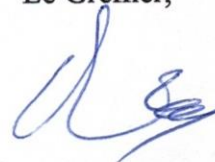
GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,




Page 1 of 1

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that this is crucial for ensuring the integrity of the financial system and for providing a clear audit trail. The document also mentions that this practice is essential for identifying any discrepancies or errors in a timely manner.

In addition, the document highlights the need for regular communication and collaboration between all parties involved in the process. This ensures that everyone is on the same page and that any issues are addressed promptly.

Furthermore, the document stresses the importance of transparency and accountability. By providing clear and concise information to all stakeholders, the organization can build trust and ensure that all actions are taken in accordance with established policies and procedures. This is particularly important in the context of financial reporting, where accuracy and reliability are paramount.

The document also mentions that the organization is committed to ongoing improvement and innovation. By regularly reviewing and updating its processes, the organization can ensure that it remains at the forefront of its field and is able to respond effectively to any challenges or changes in the market.

In conclusion, the document provides a comprehensive overview of the organization's commitment to excellence in financial reporting. It outlines the key principles and practices that guide the organization's operations and emphasizes the importance of maintaining high standards of accuracy, transparency, and accountability. The document also mentions that the organization is committed to ongoing improvement and innovation, ensuring that it remains at the forefront of its field.

The document is signed by the Chief Financial Officer, who is responsible for ensuring the accuracy and integrity of the financial reporting process. The signature is dated 15th March 2024.

The document is also signed by the Chief Executive Officer, who is responsible for ensuring that the organization's operations are in line with its strategic objectives. The signature is dated 15th March 2024.

The document is also signed by the Chief Operating Officer, who is responsible for ensuring that the organization's operations are efficient and effective. The signature is dated 15th March 2024.

The document is also signed by the Chief Marketing Officer, who is responsible for ensuring that the organization's marketing efforts are aligned with its strategic objectives. The signature is dated 15th March 2024.

The document is also signed by the Chief Human Resources Officer, who is responsible for ensuring that the organization's human resources are managed effectively. The signature is dated 15th March 2024.